

JEFFRY FRIEDEN

Professeur au Département gouvernemental de l'Université de Harvard

La question qui se pose actuellement est de savoir si le capitalisme mondial va pouvoir survivre à une crise mondiale, et si oui, quelle sorte de capitalisme mondial il sera? Pour apporter un début de réponse à ces questions, je me propose d'évoquer deux leçons tirées du passé, deux leçons tirées de la crise actuelle et de décrire nos attentes pour le futur.

Il existe, en effet, d'importantes leçons à tirer du passé, en rapport avec la situation actuelle. L'économie mondiale était très étroitement intégrée avant 1914 et pendant les quelques années qui suivirent. Ce fut la première ère de la mondialisation au cours de laquelle les marchandises, les capitaux, les personnes, les technologies et les idées traversaient les frontières à peu près aussi librement qu'aujourd'hui. Cette première ère de la mondialisation fut un succès sur bien des points et survécut à de nombreuses crises ou « paniques », comme on les appelait à l'époque. Toutefois, elle ne résista pas à une grande panique et succomba dans les années 30 à ce qui se révéla être la crise finale du premier âge de la mondialisation.

Je tire deux leçons de l'expérience positive de la période précédant 1914 et de l'expérience négative des années de l'entre-deux guerres. La première est qu'un ordre économique international ouvert nécessite une coopération systématique, justifiée et concertée entre les nations. Il y avait une vision répandue au 19^e siècle et au début du 20^e siècle voulant que l'ordre économique international s'autorégule. Certes, les marchés internationaux pouvaient se corriger d'eux-mêmes, mais l'ordre économique international, à savoir le système en lui-même, reposait sur la coopération entre les États, notamment en temps de crise. Une économie internationale ouverte nécessite la coopération de tous les États.

La seconde leçon est étroitement liée à la précédente. Elle repose sur le fait que les États ne pourront travailler ensemble, et ne travailleront effectivement ensemble, que s'ils bénéficient du soutien politique national nécessaire pour définir les politiques liées à la coopération internationale. Les gouvernements nationaux sont, après tout, responsables devant leurs citoyens, et si ces derniers sont hostiles ou indifférents à l'économie mondiale, les États sont peu empressés à prendre les mesures nécessaires pour soutenir un ordre économique international ouvert. Or, sans cette coopération, un ordre économique mondial ouvert ne peut survivre.

La première leçon à tirer de la crise actuelle est que les États ont toujours un rôle essentiel à jouer dans l'économie internationale. Dans les premiers jours de cette ère, il y avait un consensus pour penser que la mondialisation des marchés rendrait les politiques nationales impossibles, voire obsolètes, c'est à dire que les marchés rendraient très difficile la prise de décisions politiques indépendantes par les États. Certaines personnes ont envisagé cette possibilité avec crainte, d'autres avec envie. Ce qui est arrivé, particulièrement au cours de la crise actuelle, c'est que ce que les États font est, au contraire, bien plus important aujourd'hui que par le passé. La crise, après tout, ne peut être comprise que comme le résultat plus ou moins direct des politiques nationales.



Sous bien des aspects, la crise est le résultat de la politique budgétaire et monétaire américaine, de la politique de change et de réserves de change chinoise, et des politiques financières et réglementaires de dizaines de pays. Les marchés étant particulièrement sensibles aux politiques nationales, les États restent des éléments essentiels de l'économie internationale contemporaine. Les mouvements de capitaux ont, en réalité, été largement gouvernés, non pas par des écarts sous-jacents de dotations en facteurs de production, mais par les politiques des gouvernements nationaux.

La seconde leçon concerne l'impact de la mondialisation actuelle, notamment l'intégration financière, sur la transmission des impulsions économiques d'un pays à l'autre. Nous avons pu voir, au cours de la crise actuelle, à quel point la profondeur et l'ampleur extraordinaires des liens financiers internationaux d'aujourd'hui induisent une transmission extraordinairement rapide des tendances économiques d'un pays à un autre, et ce en quelques minutes. Cette transmission peut avoir des influences positives, négatives et, dans certains cas, désastreuses. L'économie mondiale est si étroitement intriquée, notamment dans le domaine financier, que l'effet des initiatives prises par les gouvernements nationaux sur les autres gouvernements est bien plus rapide et important que par le passé. Il s'agit des effets externes imposées par chaque État à d'autres États.

L'intégration financière et la vitesse à laquelle les externalités sont transmises d'un pays à l'autre augmentent les enjeux de la coopération internationale. L'avenir du capitalisme repose sur la coopération entre les États, elle-même reposant sur la volonté et la capacité de ces États à tenir compte de l'impact de leurs politiques sur les autres nations.

L'économie mondiale a suivi un modèle ou schéma particulier de croissance économique au cours des 10 à 15 dernières années. Il n'est plus défendable. Un groupe de pays a fait reposer sa croissance économique sur la consommation financée par l'endettement et, dans une certaine mesure, par l'investissement. Ils dépendent d'emprunts auprès du reste du monde pour financer l'extraordinaire croissance de leur consommation et de leur activité économique, tandis qu'un autre groupe de pays dépend de ses exportations vers le premier groupe comme moteur de croissance économique.

Ce sont les déséquilibres macroéconomiques mondiaux dont nous avons parlé. Ce phénomène de déséquilibres n'est pas nécessairement entièrement négatif, sauf lorsqu'ils ne peuvent plus être supportés, et je serais tenté de dire que les déséquilibres créés depuis 15 ans ne sont, en effet, plus supportables. Des changements économiques importants devront être apportés, à la fois entre et au sein des pays. Les implications de ces changements sont évidentes. Nous nous dirigeons vers une période d'austérité pendant les prochaines 5 à 10 années dans certains des pays déficitaires, période durant laquelle la consommation devra baisser, les salaires réels devront diminuer, ainsi probablement que les niveaux de vie réels. Nous savons que ces changements ne seront pas populaires. Les pays excédentaires devront également s'ajuster à une nouvelle réalité économique. Les pays dans lesquels le dynamisme économique a reposé sur l'accès aux marchés en pleine croissance des pays déficitaires comme les États-Unis, le Royaume-Uni ou l'Espagne, ne pourront plus compter sur ces marchés comme moteur de leur croissance économique.

Nous allons connaître des ajustements économiques majeurs, aussi bien dans les pays déficitaires qu'excédentaires, et ces ajustements nationaux seront probablement difficiles, socialement perturbateurs et politiquement conflictuels. Les conflits politiques autour du processus d'ajustement pourraient bien menacer la structure de la coopération économique mondiale.

Quelle est ma vision de l'avenir probable du capitalisme ? L'avenir du capitalisme est un monde dans lequel les politiques nationales joueront un rôle crucial et dans lequel les États pourront soit se nuire mutuellement,

soit s'entraider très rapidement et avec des conséquences majeures. Il s'agira d'un monde dans lequel l'économie internationale soulèvera probablement des questions d'ordre politique au sein des pays et entre les différents pays, et un monde dans lequel ces controverses risqueront de menacer la coopération entre les nations. Ce sera un monde dans lequel nous serons confrontés à des défis considérables pour essayer de reconstruire un ordre économique international juste et ouvert.